

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES ENTREPRISES D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRES
(Allier)
(3 septembre 2009)
(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 25 mars 2010)

AVENANT N° 1 DU 13 SEPTEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 3 SEPTEMBRE 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : AGRS1397020M

Entre :

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier,

D'une part, et

La fédération CFTC agriculture ;

L'UD des syndicats FO de l'Allier ;

L'UD FGA CFDT de l'Allier,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 7.2 « Taux de cotisations et répartitions » sont remplacées par les suivantes :

« Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est ainsi fixé :

Après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou en cas de transfert de droits acquis faisant suite à une nouvelle embauche intervenant au plus dans les 4 mois qui suivent la fin du contrat de travail du salarié, la cotisation s'établit à 2,14 % tranche A et tranche B.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Décès	0,13	0,27	0,40
Incapacité temporaire de travail : – garantie légale maladie	0,61 (*)		0,61

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
– garantie complémentaire conventionnelle		0,46 (*)	0,46
Incapacité permanente	0,45		0,45
Charges sociales	0,22		0,22
Total	1,41	0,73	2,14
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,61 %, est à la charge exclusive de l'employeur, et que le relais mensualisation (0,46 %) est à la charge exclusive du salarié. Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de paie sous une rubrique « Prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.			

En raison des dispositions légales sur la réforme des retraites, il est prévu une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,09 % pendant 36 mois à compter du 1^{er} janvier 2013 à la charge des employeurs. »

Article 2

Le présent avenant, dont les parties demandent l'extension, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Fait à Moulins, le 13 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)